



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## La production porcine en Bretagne et la crise actuelle ..

Louis-P. Mahe

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Mahe Louis-P. La production porcine en Bretagne et la crise actuelle ... In: Économie rurale. N°109, 1975. pp. 16-28;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1975.2379>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1975\\_num\\_109\\_1\\_2379](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_109_1_2379)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# LA PRODUCTION PORCINE EN BRETAGNE ET LA CRISE ACTUELLE <sup>(1)</sup>

par L. P. MAHE

avec la collaboration de M. CHEVALIER et J. P. FOUET

*Station d'Economie Rurale, I.N.R.A. Rennes*

Les événements survenus en 1973 et 1974 sur le marché du porc et des aliments du bétail ont créé un désarroi certain chez les producteurs. 1973 fut une année exceptionnelle, 1974 est arrivé avec un cortège de désillusions : fièvre aphteuse, chute des cours, flambée des prix des céréales après ceux du soja.

## LA CRISE : CAUSES ET ENSEIGNEMENTS

Le marché du porc est sur la corde raide dans la CEE. L'auto-approvisionnement en viande de porc est acquis à 1 % près. Dès lors, toute variation des quantités se répercute lourdement sur les prix, d'autant que la demande de viande de porc est rigide.

### Le déséquilibre offre-demande

La demande est forte en 1973. Les prix du bœuf, du veau, du poulet sont élevés au détail. Un transfert est effectué sur la viande de porc, substitut privilégié de la viande de bœuf.

De plus la production de porc régresse en 1973, dans l'ensemble des pays riches (— 1,9 %).

Fin 1973 survient la crise du pétrole : la récession est amorcée, puis la croissance économique devient nulle dans les pays de l'OCDE. La demande est brusquement freinée. Le prix du bœuf n'augmente plus au détail ; la croissance du cheptel porc en 1973 accroît les mises en marché. Les prix dégringolent et restent à un niveau très bas.

### Perspectives

— A court terme, on ne peut guère s'attendre à un relèvement rapide des cours.

— A moyen terme, les pays déficitaires (Allemagne, France, Italie) accroîtront-ils leur degré d'auto-approvisionnement autant que prévu ? La crise des aliments du bétail peut aussi avoir des effets sur plusieurs années : les causes de cette crise ont-elles un caractère durable ? La production mondiale de matières premières destinées à l'alimentation animale n'a pas diminué en 1973, mais les stocks mondiaux en 1973 sont à un niveau très bas. La demande est forte car la demande de viande se répercute au niveau de ses facteurs de production. Ces circonstances sont favorables à une vaste spéculation (commandes de l'URSS, masse des liquidités internationales en quête de hausses sur les monnaies ou les matières premières...).

1. Cette note n'est pas un travail de recherche, elle est basée sur un exposé fait au GRDA de Lamballe (25 février 1975) sur le thème : la production porcine bretonne : quel avenir ? Les réflexions qui y sont faites sont davantage des hypothèses que des conclusions. Cette note doit beaucoup aux discussions que j'ai eues avec MM. BROWN, HENRY, RAINELLI et AUBERT.  
Une note plus longue est disponible à la Station d'Economie Rurale (65, rue de Saint-Brieuc) à Rennes.

## **Espoirs et incertitudes**

— Le retour à des prix plus normaux des aliments devrait se confirmer dans un proche avenir. Mais il existe une concurrence entre les animaux des pays riches, et les hommes des pays pauvres : symbole dramatique de la répartition des richesses à l'échelle mondiale.

Les matières premières sont devenues des éléments de la stratégie politique. Plus grave encore, les stocks sont détenus par des groupes privés. Quelle stabilité, à l'échelle de la planète, sans la constitution de stocks sous contrôle public international ? Mais quelle serait l'efficacité de cette mesure préconisée par la FAO ?

## **LE PORC EN BRETAGNE : QUEL AVENIR ?**

Le développement récent de la production porcine bretonne suscite ces questions : pourquoi en Bretagne, pourquoi aussi vite ?

Malgré ses handicaps (éloignement des centres de la CEE), la production porcine en Bretagne présente les caractéristiques suivantes : organisation, concentration économique et géographique, équilibre entre naissage et engraissement, dépendance plus marquée à l'égard de l'industrie des aliments que de l'abattage-transformation.

— Dans l'avenir, la production n'échappera pas à la région : trop d'incertitudes subsistent pour que le porc soit intégré à la grande agriculture céréalière, la valeur ajoutée est trop faible. La production porcine est une activité peu liée aux conditions naturelles (pas de rente de sol) dont l'efficacité alimentaire est le point névralgique. Aussi, les producteurs de céréales bénéficieront, en fin de compte, des situations favorables sur ces productions hors-sol.

— La dépendance des éleveurs de porcs restera donc plus marquée à l'égard de l'alimentation animale. Si l'industrie de charcuterie-salaison (70 % du porc est transformé) évolue rapidement vers une plus grande concentration, l'éleveur de porc sera encore plus dominé que le producteur de lait.

— Enfin la concentration de la production porcine contribue aux renforcements des disparités à l'intérieur du secteur agricole. Il se « modernise » au prix d'une accentuation des inégalités. La notion de revenu moyen par tête a perdu toute signification.

---

## **PIG PRODUCTION IN BRITANNY AND THE PRESENT CRISIS**

*The events of 1973 and 1974 on the pig and animal feeding stuffs markets caused consternation among producers. 1973 was an exceptional year but 1974 brought disillusionment — swine fever, a slump in pig prices, a rise in soya prices followed by a rise in cereal prices.*

### **THE CRISIS : CAUSES AND LESSONS**

*The pig market is in a difficult position in the EEC. The EEC is 99 % self sufficient as far as pork is concerned, consequently any variation in quantity has serious repercussions on prices, especially as demand for pork does not change.*

#### **The imbalance of supply and demand**

*Demand was high in 1973. Retail prices of beef, veal and chicken were high so demand was transferred to pork, the chief substitute for beef. Moreover pig production declined in 1973 in all rich countries (—1,9 %). The end of 1973 was marked by the oil crisis ; recession set in, then economic growth was nil in the OECD countries. Demand suddenly fell. Retail beef prices did not increase and the increase in livestock in 1973 pushed up the quantities of pork on the market. Prices slumped and stayed down.*

#### **The Future**

*In the short term a rapid rise in prices cannot be expected. In the mean term, will the countries with a shortage (Germany, France, Italy) step up their rate of self-sufficiency to the expected extent ? The animal feeding stuffs crisis may also have an effect over several years : will the causes of this crisis persist ? The world production of raw materials intended for feeding stuffs did not decrease in 1973 but world stocks in 1973 were at a very low level. Demand was high because the demand for meat has repercussions on its production factors. These circumstances foster vast speculation (orders from the USSR, international liquidities looking for profits on currency or raw materials).*

## **Hopes and Doubts**

*A return to more normal animal feeding stuffs prices should be confirmed in the near future, but there is competition between the animals in rich countries and human beings in poor countries — a dramatic symbol of the distribution of wealth in the world as a whole. Raw materials have become an element of political strategy. More serious — the stocks are held by private groups. What stability can there be at world level unless stocks are built up under international public control? But how efficient could this measure, already envisaged by the FAO, be?*

## **PIG PRODUCTION IN BRITANNY : THE FUTURE**

*The recent development of pig production in Brittany raises the questions — why Brittany? and why such a rapid growth? In spite of its handicaps (distance from the EEC centres) pig production in Brittany presents the following characteristics: organisation; economic and geographical concentration, balance between breeding and fattening, more marked dependence on the feeding stuffs industry than on slaughtering and processing.*

*In the future, pig production will remain in the region. There is too much uncertainty for pigs to become integrated in the great cereal producing areas as there is too little added value.*

*Pig production depends very little on natural conditions but has a constant demand for feeding stuffs, hence, in the end, cereal producers benefit from the favourable state of stock breeding.*

*Pig breeders will always therefore depend more on animal feeding stuffs. If the pork processing industry (70 % of the pigs produced are processed) develops in the near future towards greater concentration, the pig breeder will be even more dependent than the milk producer. Finally the concentration of pig production adds to the disparities within the agricultural branch, which is modernized only at the cost of greater inequality. The notion of average per capita income has lost all meaning.*

Les événements survenus en 1973 et 1974 sur le marché du porc et des aliments du bétail ont créé un désarroi certain chez les producteurs. On s'attendait, en 1973, à un fléchissement des cours (3 ans après celui de 1970), ce fut au contraire une année exceptionnelle. 1974 est arrivé avec un cortège de désillusions : fièvre aphteuse, chute des cours, flambée des prix des céréales après ceux du soja. On a beaucoup parlé de la crise économique. Sans prétendre faire le tour de la question, ni se livrer à des prévisions détaillées, il faut analyser la portée des événements récents et en tirer les leçons pour l'avenir des producteurs de porc. Une bonne dose d'optimisme est cependant nécessaire pour se livrer encore à cet exercice de prospective qui conduit souvent à des déconvenues. Les prévisions quantitatives à moyen et long terme aboutissent en général à des erreurs assez considérables. On peut prendre pour exemple les projections de production de viande de porc faites en France dans les années 1965 pour l'horizon 1970 [22] (\*). La surestimation est générale. On s'attendait à une croissance beaucoup plus rapide de notre production nationale qu'elle ne le fut en réalité. Les écarts vont de 165 à 400 mille tonnes, soit 12 à 30 % des réalisations. Les raisons de cette croissance lente de notre production ne sont d'ailleurs pas encore élucidées.

Même pour les prévisions de nature qualitative concernant l'évolution des formes de production du secteur agricole, les déceptions sont grandes. L'industrialisation de la production agricole allait, pensait-on, se produire rapidement et l'on assistait à « la fin d'une agriculture ». Il faut bien reconnaître que cette évolution marque le pas et que l'exploitation de taille moyenne reposant sur la famille reste prédominante.

Ces quelques remarques nous invitent donc à la modestie dans l'appréciation de nos outils d'analyse économique. Les économistes sont capables de raisonnements cohérents — voire séduisants — sur le jeu des forces qui poussent l'évolution dans un sens ou un autre. Mais nous manquons de résultats quantitatifs pour

pondérer l'influence des divers facteurs économiques, et pouvoir alors annoncer au moins la direction de l'évolution des prix ou des structures, sans prétendre en donner la vitesse ou l'intensité.

Les limites des réflexions que l'on peut faire sur la production porcine française et bretonne sont donc claires : il n'est pas question d'annoncer le niveau de la production ou des prix à moyen terme. On doit se limiter à l'analyse des facteurs qui vont influencer sur les mouvements économiques qui nous intéressent et qui sont essentiellement : 1°) les grands équilibres sur les marchés du porc et des aliments, 2°) l'évolution des structures et de la localisation de la production ; 3°) les relations entre les éleveurs de porcs et leurs fournisseurs et clients, qu'ils soient industriels ou eux-mêmes agriculteurs.

Avant d'aborder les particularités de la production porcine bretonne, nous devons resituer cette branche dans son contexte européen et mondial. Il faut comprendre, en effet, que l'existence d'un marché unifié du porc dans la CEE a pour conséquences que les déséquilibres déterminants se forment à cette échelle. La Bretagne subit beaucoup plus qu'elle n'influence la conjoncture sur le marché du porc, en dépit de sa part importante dans la production française.

Dans un premier temps, nous allons donc étudier le problème des fluctuations et du cycle, à la lumière de la crise actuelle. Ce sera l'occasion de faire le tour des facteurs économiques qui affectent l'instabilité des marchés. Tout naturellement se posera alors la question de savoir si nous allons vers une atténuation des fluctuations de prix.

Etant donné l'importance des céréales et des protéines pour la production porcine, je ferai, dans un deuxième temps, un rapide examen de la situation mondiale et de ses perspectives. Je reviendrai alors à la Bretagne en essayant de préciser ses atouts et ses handicaps face à une activité qui subit des mutations structurelles profondes.

## I - LES FLUCTUATIONS SUR LE MARCHÉ DU PORC ET LA CRISE RÉCENTE

Première remarque : la communauté européenne à 6 ou à 9 est autosuffisante en viande de porc à 1 ou 2 % près. En 1971-1972, la production couvre 99 % de la consommation dans la CEE à 6 et 101 % dans la CEE à 9. Toutefois en France, la consommation augmente plus vite que la production : 2,8 % contre 1,5 % par an (2) environ. Le déficit français est en moyenne de 200 mt, mais il est largement couvert par les importations de Belgique et des Pays-Bas. Le marché du porc est donc sur la corde raide au niveau de la CEE et toute variation de la production ou de la demande se répercute immédiatement sur les prix...

Que s'est-il donc passé de 1972 à 1974, avec la

flambée des prix du porc en 1973, et leur chute brutale en 1974 ?

On a dit : « c'est la fièvre aphteuse qui a déclenché la crise ! ». Ce n'est pas possible puisque le premier cas a été découvert en mars 1974 et en janvier la baisse du prix du porc était déjà bien amorcée (3 à 4 % d'octobre 1973 à janvier 1974). Ce qui est vrai par contre, c'est que l'épizootie a précipité la chute des cours en Bretagne en perturbant les circuits de commercialisation (exportations en vif suspendues). Les conséquences auraient été moins graves si les capacités régionales d'abattages et surtout de transformation correspondaient à l'importance régionale de la production. La

(\*) Les nombres entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.

2. De 1965 à 1973.

fièvre aphteuse a donc infléchi le cours des événements, mais elle n'en est pas la cause.

Deuxième raison invoquée : les montants compensatoires. Ils correspondent en effet à une subvention aux exportations belges. Il est certain que ces montants compensatoires ont facilité les importations venant de Belgique et des Pays-Bas. Mais il faut se garder de surestimer leur rôle, car ils ne font guère que compenser la revalorisation du Franc Belge par rapport au Franc Français. Les montants compensatoires ne font donc que ramener les prix relatifs sensiblement à leur niveau antérieur. Sans nier qu'ils aient facilité les exportations belges, on doit admettre qu'ils n'ont pas joué un rôle déterminant, les prix en Belgique et au Pays-Bas ayant eux-mêmes considérablement chuté. Normalement les montants compensatoires sur les céréales, composante essentielle du coût, évite une distorsion de la position concurrentielle des éleveurs français et belges. Mais en 1974, la hausse des cours mondiaux a entraîné l'application de la règle d'écrêtement, supprimant les montants sur les céréales qui deviennent moins chères en Belgique, faussant ainsi les mécanismes de compensation et donnant un avantage (3) certain aux éleveurs belges et hollandais [13].

Quelles sont, dans ces conditions, les causes de la crise du marché ? On a un peu tendance à oublier qu'il existe un cycle du porc, et qu'il est tenace, même si des perturbations du côté de la demande (bœuf) ou de l'offre (épizootie, prix des céréales) modifient sa physionomie. En effet, ce n'est pas parce que la chute des cours attendue en 1973 est arrivée en 1974, que le cycle n'existe plus ! Pourquoi le cycle aurait-il une période constante ? Il subit l'influence des fluctuations dans le reste de l'économie (revenus, autres viandes).

Que s'est-il donc passé en 1973 ? Il faut d'abord constater que 1973 est la seconde année de cours élevés du bœuf à la consommation en dépit de la suspension de la TVA, en dépit aussi de la tendance à la baisse des prix du bœuf à la ferme au cours de l'année 1973. Deuxième constatation : le prix du poulet est en augmentation très nette (20 % de janvier à octobre 1973). Le prix du veau reste à un niveau élevé à la consommation en 1973 (30 % de plus qu'en 1971). Enfin, en 1973, la croissance économique française a été forte (6 % contre 5,8 % en moyenne dans les années 1971-1972).

Tous ces effets jouent dans le même sens, c'est-à-dire qu'ils exercent une pression sur la demande. La relative rareté des viandes sur le marché produit un transfert vers le porc qui reste un substitut important du bœuf (4). On sait que si le prix du bœuf croît de 10 %, la demande de porc frais croît de 2 % [5]. Le niveau élevé de l'activité économique fait croître les revenus plus rapidement ; les dépenses de consommation suivent ce mouvement (si le revenu augmente de 10 %, la demande de porc augmente de 5 %). Si la demande est forte et les mises en marché réduites, les prix montent : ils atteignent en 1973 leur maximum historique en francs courants. Conséquence de l'accroissement des prix du

côté de la demande : la consommation diminue bien que légèrement.

Le fait que la consommation de porc ait légèrement régressé en 1973 a fait dire à certains observateurs que l'évolution des prix ne pouvait provenir d'un effet de demande : il ne faut pas confondre demande et consommation, pas plus que offre et production. La demande et l'offre ne sont pas des quantités mais des relations quantités-prix. Si ces relations sont perturbées (céréales, bœuf), les prix se chargent d'équilibrer les quantités offertes et demandées que l'on appellera alors production et consommation.

Que se passe-t-il du côté de l'offre ? En France, les ventes sur le marché ne progressent pas du tout (0,7 %) en 1973 par rapport à 1972, alors que de 1970 à 1972, la progression est de 4 à 8 % par an. Quant aux importations, il y a régression (166.000 t contre 179 en 1972), car la demande est forte dans la communauté et pour les mêmes raisons qu'en France.

De plus, la faiblesse de l'offre est générale dans la CEE à 9 (le cheptel n'a progressé que de 0,8 % en 1972). Il en est de même dans l'ensemble des pays riches où la production de porc baisse de 1,9 % [11]. Enfin, il existe une sorte de mécanisme cumulatif qui amplifie les variations de prix : quand ils sont élevés, on conserve davantage de reproducteurs pour développer la production future. Mais les ventes sur le marché sont encore réduites alors que l'on est déjà en période de pénurie (le cheptel croît de 3 % dans la CEE à 6, mais les ventes seulement de 1 %).

Il se produit finalement une rupture où la production finit par couvrir la demande : c'est ce qui se produit en 1974, où presque tous les facteurs à la hausse des prix jouent maintenant à la baisse. La reprise cyclique de la production se produit, alors qu'en même temps la demande faiblit à la fois par le ralentissement de l'activité économique et par l'abondance croissante des autres viandes. La conjonction de ces circonstances auxquelles s'ajoutent des événements plus locaux (fièvre aphteuse, importations freinées aux USA et en Italie) explique la chute brutale et importante des cours dans l'ensemble de la CEE.

A la fin de 1973 la crise du pétrole conduit en effet les pays développés à lutter en priorité contre l'inflation dont l'ampleur devient inquiétante. La politique du crédit et les mesures fiscales freinent l'activité économique qui se ralentit dans l'ensemble des pays riches. La croissance du PNB, en 1974, est presque nulle dans l'ensemble des pays de l'OCDE, elle a même été

3. Les exportations françaises de céréales vers la Belgique augmentent d'ailleurs fortement au cours de la campagne 1973-1974 (maïs, de 880 à 1.320 mille tonnes ; orge, de 840 à 970 mille tonnes). Le taux de couverture des besoins en céréales totales (sans riz, ni froment) est de 20 % en Belgique et 30 % aux Pays-Bas en 1970-71 [8].

4. D'avril à octobre 1973, le prix de détail de l'échine (substitut du bœuf à griller ou rôti) augmente de 40 %. Pendant le même temps, le prix du porc à la production ne croît que de 13 % (30 % par rapport à janvier).

négalive (récession stricte) au premier trimestre 1974 (— 1,3 %). La consommation de viande est donc freinée à l'échelle mondiale comme à celle de la CEE [20].

Dans le même temps, la production (les ventes) de porc commence à croître en Europe, particulièrement en Belgique et aux Pays-Bas qui avaient accru leur cheptel de 10 et 6 % en 1973 (contre 3 % en moyenne pour la CEE). Les importations françaises en provenance de ces pays (10.000 t de plus par trimestre qu'en 1973) compensent la baisse de la production nationale (— 4 % au 1<sup>er</sup> trimestre, — 0,2 % au 2<sup>e</sup>, par rapport à 1973). La production française prend le relai à la fin de l'année, la production indigène contrôlée progresse de 6 % au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre. La demande stagne, la reprise cyclique de la production se confirme, les prix restent faibles. Comme l'unification des marchés dans la CEE a harmonisé les fluctuations cycliques, les compensations entre pays ne sont plus possibles et la résonance des cycles amplifie les variations de prix.

Quelles sont maintenant les perspectives à court terme ? Les prévisions de production basées sur l'évolution du cheptel en 1974 permettent de penser qu'un relèvement des cours n'est pas à attendre en 1975. La production s'accroîtrait de 3 à 4 % (rappelons que la consommation croît en moyenne de 2,3 %). En effet, la conjoncture de 1973 continue de jouer un rôle sur les effectifs en 1974 qui ont progressé de 5,4 % en France : la situation en août 1974 dans la CEE à neuf indiquait aussi une progression (5) des effectifs totaux de 2,8 %. Mais les évolutions sont très différentes selon les pays et il y a là matière à espoir pour les éleveurs bretons : le cheptel porcin a chuté en Grande-Bretagne et en Irlande en 1974, en particulier pour le cheptel reproducteur : — 32 % en Irlande et — 15 % en Grande-Bretagne. Cette baisse considérable est due à la hausse du prix des céréales sur le marché mondial, la réglementation communautaire assurant une protection plus efficace des anciens membres de la CEE contre la flambée des cours mondiaux.

C'est en Allemagne et en Belgique que la croissance des cheptels de truies a été la plus forte (9 %). En France, la progression est plus faible, mais elle s'affirme à la fin de l'année (+ 5 % sur l'ensemble de 1974), comme l'indique l'enquête de décembre 1974. Celle-ci apporte de plus une information intéressante par rapport à celle d'août qui laissait supposer une croissance maintenue du cheptel reproducteur dans la CEE. En décembre 1974, le retrait au Royaume Uni et en Irlande se confirme, mais il s'étend à la quasi-totalité des pays membres (même la Belgique). Cette évolution du cheptel doit être contrastée à la dernière crise de 1970 où l'effet de la chute des cours s'était traduit avec plus de retard sur le cheptel (+ 7,9 % en décembre 1970, — 2,1 % en décembre 1971). Cette réaction peut s'expliquer par l'évolution du prix des céréales dont l'effet se cumule, en 1974, à la baisse du prix du porc. Seule la France accroît son troupeau reproducteur en 1974, conséquence probable des primes à la truie et des avances aux caisses de péréquation des groupements.

De plus, une étude de l'offre de porc en France [18] a montré que la réaction des éleveurs aux prix n'a pas diminué, comme on le pensait, mais quelle est toujours aussi importante que par le passé (voire supérieure). Il faut bien comprendre que cette réaction aux prix est le moteur qui permet aux fluctuations cycliques de se perpétuer. L'importance du capital et des charges fixes et la spécialisation semblaient de bonnes raisons pour que l'on produise à un niveau constant, quels que soient les prix « car il y a les coûts fixes » à couvrir. On oublie cependant qu'à certaines phases du cycle, les coûts variables (alimentation 70 à 80 %), ne sont même pas couverts par les prix. Il semble logique de penser que la prépondérance des charges variables dans la production porcine, le fait que l'alimentation soit de plus en plus achetée au-dehors (production hors-sol) ont rendu cette activité plus sensible aux prix, plus vulnérable à la conjoncture. Il est donc peu surprenant que le volume de production soit aussi sensible aux prix que par le passé.

Pour conclure sur le problème des fluctuations, je ne crois pas, dans le moyen terme, à une stabilisation spontanée des prix du porc. D'autant que la consommation devrait plutôt se ralentir : quand les revenus augmentent, la consommation de porc croît moins vite (5 % contre 10 %). La conséquence est qu'une variation de prix du porc n'a que peu d'effet sur le niveau de consommation (le porc ne compte que pour 3 % dans les dépenses totales des ménages français). Dans ces conditions toute variation, même faible, de la production donne des variations de prix considérables : la demande est devenue rigide. De plus, les variations de prix au détail sont amplifiées à la ferme ; on observe ce phénomène sur toutes les matières premières dont les prix sont beaucoup plus variables que ceux des produits finis. Il y a plusieurs raisons à cela dont toutes ne sont pas clairement analysées : 1<sup>o</sup> la concurrence est plus vive au niveau des marchés de gros, les produits sont plus homogènes et substituables ; les vendeurs n'ont pas de pouvoir de négociation sur le marché ; 2<sup>o</sup> les matières de base n'occupent qu'une part de la valeur finale du produit ; 3<sup>o</sup> enfin, la fixation des marges commerciales mériterait une étude détaillée, car il semble bien que les variations de prix en hausse à la production soient plus vite répercutées au détail que les baisses. Cependant, sur une longue période les prix alimentaires évoluent parallèlement aux prix agricoles [4, 19].

En fin de compte les producteurs sont globalement les grands perdants des fluctuations de prix. Et puisque les structures modernisées n'apporteront guère de stabilisation, faut-il compter sur les pouvoirs publics pour établir une intervention permanente sur le marché, qui assurerait la sécurité des revenus ?

---

5. Il faut noter toutefois que l'enquête de décembre 1974 (tableau 1) indique une régression des effectifs de truies.

Avant de répondre à cette question, il nous faut étudier objectivement la situation européenne de la production de porc car ce sont les perspectives de production et de consommation à ce niveau qui détermineront la politique des pouvoirs publics. Il n'y a pas d'illusion à se faire : s'il y a des excédents en vue, il ne faut pas attendre de soutien des cours (et d'autant moins que la production sera concentrée aux mains d'éleveurs peu nombreux)

## LA SITUATION EUROPEENNE DE LA PRODUCTION PORCINE ET DE L'ALIMENTATION ANIMALE

Nous venons d'étudier la conjoncture qui fournit des indications valables pour le court terme. Il faut maintenant prendre du recul par rapport à l'actualité faite de crises (que ce soit pour le porc, le soja ou les céréales) et rechercher les tendances profondes qui vont affecter la production porcine française et donc bretonne dans les 5 années à venir. J'insiste sur la prudence avec laquelle on doit considérer ces analyses et ces prévisions. Mais il faut bien décider aujourd'hui pour produire demain.

Les problèmes des grands équilibres des marchés liés au porc sont à deux niveaux : 1° Les débouchés, c'est-à-dire les perspectives de consommation et de production dans la CEE. 2° L'approvisionnement en aliments du bétail ; céréales secondaires et protéines.

### Les débouchés

La commission de Bruxelles a fait des projections de la consommation et de la production dans les pays membres pour les années 1977-1978 [8]. La communauté serait largement excédentaire dans 3 ans : de 8 % dans la communauté à 6 et 4 % seulement pour l'Europe des 9, car l'excédent du Danemark (6) (700 mt) ne couvrirait pas le déficit de la Grande-Bretagne (820 mt). Ce serait donc un marché engorgé de viande de porc qui se présenterait dans les années à venir et en conséquence des prix peu attrayants. Si les prévisions de consommation semblent relativement fiables (ralentissement et croissance globale de 2,3 %/an), les prévisions de production semblent par contre optimistes (c'est-à-dire trop fortes), compte tenu en particulier de l'évolution du prix des aliments.

Nous avons déjà vu que le cheptel avait régressé de façon très nette en Grande-Bretagne et Irlande (— 18 % et — 32 % cheptel truies) en 1974, à cause de l'élévation des coûts d'alimentation. Si cette évolution se confirme, il y aura là un débouché à conquérir, c'est peut-être pour la Bretagne l'occasion de prospecter le marché anglais.

Dans les pays déficitaires de l'Europe des Six (France, Allemagne, Italie), les prévisions de production semblent excessives. Elles supposent en effet que le déficit de ces pays en porc se réduira dans une proportion — à mon avis — exagérée : le déficit français passerait de 200 mt à 100 mt. La couverture des besoins nationaux par la

production passerait de 85 à 94 % de 1972 à 1978 (en 1974, le taux de couverture n'est encore que de 84 % environ). Une évolution semblable est prévue pour l'Allemagne et l'Italie où le déficit passerait de 190 à 90 mt et 150 à 90 respectivement (le taux de couverture gagnerait 10 points : de 89 à 97 et 77 à 86 respectivement).

Dans leur ensemble, les prévisions de croissance de la production sont excessives, et la crainte d'excédents importants pour 1980 est sans doute exagérée, même en admettant un ralentissement de la consommation du fait de la récession économique générale en Europe de l'Ouest. En conclusion, les perspectives de débouchés ne sont pas aussi noires qu'on aurait pu le penser, d'autant que l'accroissement des prix de l'alimentation animale va certainement freiner la production non seulement en Grande-Bretagne et Irlande, mais aussi dans l'Europe des Six. Voyons quelles sont les perspectives mondiales sur les marchés des céréales et des protéines.

### Perspectives mondiales (5 ans) pour les céréales fourragères et les protéines

Deux aspects me semblent importants à considérer ici :

1° Les perspectives de production et de prix et 2° l'instabilité du cours des matières premières.

Il faut d'abord expliquer la flambée récente des prix des tourteaux puis des céréales avant de voir les perspectives à moyen terme. En 1973, la production mondiale de protéines de tourteaux et farines d'oléagineux (7) a augmenté de 2 % (400.000 t équivalent protéines). Mais 1973 et 1972 ont été deux années consécutives de ralentissement de la production (par rapport à la tendance précédente 1 million de t. La progression du soja (9 % dans le monde et 22 % aux Etats-Unis) a compensé largement la baisse de farine de poisson (— 17 % en 1973) au Pérou, baisse qui était déjà considérable en 1972 (— 20 %). On ne peut donc parler de pénurie réelle et objective de protéines destinées à l'alimentation animale en 1973. L'arrivée de l'Union Soviétique sur les marchés comme gros importateur ne suffit pas non plus à expliquer la flambée des prix. Il faut admettre qu'il y a des manœuvres spéculatives, favorisées par le faible niveau des stocks, qui ont abouti à quadrupler le prix des tourteaux en juillet 1973 par rapport à 1966, après le doublement en 1972.

Deux observations générales doivent être faites à cet égard :

1. La première est de politique internationale [2, 9, 10]. Les Etats-Unis dominent le marché mondial du soja (90 % des exportations), l'embargo avait non seulement pour but de protéger le marché intérieur américain, il visait aussi à établir une pression sur les pays de la CEE, dans la perspective des négociations interna-

6. mt = 1.000 tonnes.

7. Y compris le poisson. Total 1973 : 27,5 millions de tonnes [11].

tionales sur les droits de douanes (GATT). Les Etats-Unis reprochent en effet aux Européens le protectionisme de leur agriculture (système des prélèvements). L'Europe est le seul pays riche à la hauteur de leurs excédents agricoles, dont l'importance devient cruciale vu le déficit de leur balance des paiements et la faiblesse du dollar. Cette politique va cependant se retourner contre eux, car on semble enfin avoir compris en France sinon en Europe les inconvénients d'une dépendance aussi complète vis-à-vis d'un seul pays, pour une denrée qui devient stratégique en production de viande. Toutefois, les mesures prises (production de lysine — protéine essentielle — encouragements aux cultures de féverolle, etc.) ne produiront leurs effets qu'après plusieurs années, pendant lesquelles les tourteaux (et surtout) le soja continueront d'être la première source de protéine.

2. Le fait que les stocks — et ceci est vrai pour l'ensemble des matières premières — soient détenus par des sociétés privées de dimension internationale, est une menace pour la stabilité des cours mondiaux. Toutes les variations de prix à court terme sont dues à des fluctuations de stocks ; ils peuvent jouer un rôle stabilisateur, mais ils peuvent aussi être utilisés à des fins de spéculation. L'importance actuelle des liquidités internationales qui se déplacent de pays à pays pour profiter de hausses spéculatives de monnaies ou de matières premières, contribuent encore à cette instabilité.

Devant cette situation et l'inquiétude qu'elle fait peser sur l'avenir, la FAO a demandé (mais quel est son pouvoir ?) la constitution de stocks mondiaux sous contrôle international pour stabiliser les cours. Mais l'histoire du marché des matières premières ne permet pas d'être très optimiste à cet égard.

Quelles sont maintenant les perspectives à moyen terme ? En dépit de la mauvaise récolte 1974 de soja (on parle de — 20 % aux Etats-Unis ; ce qui aurait pu se traduire par une campagne encore tendue), on peut penser que l'accroissement des surfaces emblavées devrait apporter une nette détente sur le marché des protéines (8), d'autant plus qu'on s'attend à un certain ralentissement de la demande d'aliments. A plus long terme, l'utilisation directe des protéines de soja dans l'alimentation humaine, sous forme texturée pourrait se développer [12]. Cette possibilité est faible dans des pays à traditions alimentaires bien ancrées tels que la France. Elle n'est pas négligeable aux Etats-Unis où 3 % de la production de soja est déjà utilisée comme adjuvant alimentaire. Il faut noter ici, le véritable drame des pays de la faim qui exportent des tourteaux pour la fabrication de protéines de viande dans les pays riches avec un rendement de 1/6, alors que la ration alimentaire y manque cruellement de protéines.

Dans ce survol rapide de la situation mondiale, il nous reste à étudier le cas des céréales fourragères. A bien des égards, il ressemble à celui du soja.

Comme pour le soja, la production mondiale de céréales secondaires [11] a été bonne en 1973 (675.000.000 t), + 7 % par rapport à 1972 qui fut une

mauvaise année un peu partout dans le monde (— 3 % par rapport à 1971 qui était, il est vrai, une année record : 651.000.000 t. En Union Soviétique, la production a augmenté de 40 %, et 60 % en Argentine. Aux Etats-Unis, la remise en culture de terres précédemment maintenues en friche a permis de compenser, en 1973, la baisse des rendements (la production a augmenté de 3 %). Les stocks des principaux exportateurs (Etats-Unis, Argentine, Australie, Canada) avaient baissé en fin de campagne 1972/73. De plus, cette campagne est marquée par un accroissement substantiel de la demande, surtout de la part de l'Europe où l'utilisation des céréales dans l'alimentation animale progressait plus vite que la production animale elle-même (développement des systèmes hors-sol).

La baisse des stocks a ici encore créé les conditions favorables à une vaste spéculation sur les prix qui ont atteint un maximum sur le marché mondial au 1<sup>er</sup> trimestre 1974. Les perspectives de bonne récolte au printemps 1974 ont apporté une détente sur les prix mondiaux. Toutefois si les prix ont triplé à Chicago (9), dans la communauté et en France, l'augmentation en 1973 est beaucoup plus modérée (Cf. évolution trimestrielle des indices du prix de gros de l'orge et du tourteau d'arachide. Bulletin mensuel de statistique). La préférence communautaire joue pleinement en 1973 où les exportations françaises d'orge et surtout de maïs vers la Belgique ont atteint un record (10).

Le niveau des stocks en fin de campagne 1973/74 était encore en retrait de 20 % chez les principaux exportateurs et la campagne 1974/75 dépendait donc d'une façon encore accrue des perspectives de récoltes en 1974. Le climat a déjoué les prévisions qui étaient optimistes, particulièrement en Amérique du Nord et dans la CEE pour le maïs et l'orge. Aux Etats-Unis, la baisse de production de maïs et d'orge est de l'ordre de 20 % en 1974. En France, la récolte aurait diminué de 10 % pour le maïs et l'orge (11). Une nouvelle flambée des prix se produit en France à la fin de 1974 (environ 50 % par rapport à 1973, le maïs passe de 58F/q en janvier 1974 à 78 F en décembre 1974).

1. Lorsque les stocks mondiaux sont en baisse, les mouvements spéculatifs favorisés par l'abondance des liquidités internationales, viennent perturber gravement les marchés des matières premières, déjà fragiles. Les prix observés sur le marché mondial ne reflètent ni l'état

8. Si du moins la dégradation des conditions climatiques ne se poursuit pas et si la concurrence pour les terres aux Etats-Unis avec le maïs et le coton n'est pas trop forte.

9. Les Etats-Unis représentent plus de 50 % des exportations mondiales de céréales secondaires (85 % de la production est utilisée aux Etats-Unis). Cf. Variations de l'indice du prix du soja à Chicago. American Soybean Association.

10. La conjoncture mondiale a joué doublement dans cette évolution, les prix mondiaux sont nettement plus élevés que ceux de la CEE, et par suite les montants compensatoires variables sur les céréales sont supprimés.

11. Maïs : 9,5 Mt contre 10,5 ; orge 9,9 contre 10,7. Mt = 1.000.000 t.

de l'offre et de la demande à long terme, ni le niveau de coûts.

2. Il devient donc de plus en plus urgent, comme le réclame la FAO, de constituer des stocks internationaux à l'échelle de la planète. En effet, le stockage laissé aux intérêts privés constitue beaucoup plus une menace, qu'un facteur de stabilisation.

3. A moyen terme (4-5 ans), le retour à des prix plus normaux devrait se confirmer comme l'indique la tendance actuelle. La remise en culture de 25.000.000 ha aux USA est un élément important dans cette prévision optimiste (12). Mais la crise du pétrole n'a pas fini de produire ses effets. La grande inconnue porte sur la fourniture d'engrais à l'échelle de la planète. Les prix élevés découragent leur utilisation et les rendements sont réduits et ce sont encore les pays sous-développés sans pétrole qui apparaissent comme les grandes victimes : il

leur faut faire face à la fois aux importations de pétrole et aux importations d'engrais.

Enfin, à plus long terme la croissance démographique mondiale représente une menace permanente de crise : un taux de croissance de 2 % par an représente 78 millions de bouches à nourrir de plus chaque année. La production agricole pourra-t-elle suivre ?

La situation mondiale et européenne se caractérise donc par une grande incertitude, même si les tendances profondes suggèrent le retour à une situation plus normale, après cette période troublée.

De toutes façons, c'est l'ensemble de la production porcine européenne qui dépend de la situation générale des débouchés et de l'alimentation animale. Il faut maintenant considérer de plus près la Bretagne et la France et préciser quels en sont les chances et les difficultés pour l'avenir.

## II - LE PORC EN BRETAGNE : QUEL AVENIR ?

La première question qui vient à l'esprit quand on observe le développement récent de la production de porc en Bretagne, c'est incontestablement un point d'interrogation : pourquoi en Bretagne et pourquoi aussi vite ?

La Bretagne est, faut-il le répéter, une région éloignée des centres de consommation de la CEE. Les coûts de transport pèsent donc sur les coûts de production et sur les prix de ventes. Le prix du porc en Bretagne est, en moyenne, inférieur de 2 % à celui du Nord.

La Bretagne dispose d'un potentiel céréalier plutôt réduit. Dans la campagne 1973/74, elle a importé 50 % de ses besoins en céréales pour l'alimentation animale (toutes espèces : 1.660 mt sur 3.350 mt).

A l'évidence, ce ne sont pas là des avantages naturels pour une région où la place des productions animales est prépondérante (90 % de la production agricole finale ; contre 60 % en France (13)).

Cependant, la croissance du cheptel porc en Bretagne depuis 1964-1965 est spectaculaire (il a plus que triplé de 1960 à 1973, alors que dans la France entière, la croissance est de 30 %). A titre de comparaison, cette croissance est plus rapide qu'aux Pays-Bas (270 %) et presque aussi forte qu'en Belgique (346 %). De plus, l'évolution diffère selon les départements bretons : croissance très forte dans les Côtes-du-Nord (426 %) et Finistère (390) et moindre en Ille-et-Vilaine (227) et Morbihan (239) (cf. SCEES. La production porcine en Bretagne, n° 28, janvier 1973. Cf. aussi SCEES. Le cheptel porcin breton en décembre 1973, n° 37, janvier 1974).

Alors pourquoi cette croissance si rapide comparable à celle des Belges et des Hollandais considérés comme de redoutables concurrents ? On en est encore au stade des hypothèses d'explication. Certains ont dit que cela s'est décidé au café après la grande messe ; mais cette explication ne suffit évidemment pas. On a avancé le

rôle des subventions au titre de la rationalisation. La Bretagne a en effet reçu une part assez coquette (50 %) des crédits de 1970 à 1973, alors qu'en 1973, elle ne détient encore que 34 % du cheptel dans les diverses régions françaises. Ce qu'on oublie de dire c'est que de 1969 à 1973, la croissance (14) du cheptel en Bretagne (1.235.000 têtes) a été supérieure à l'augmentation du cheptel national tout entier (1.180.000 têtes) : la Bretagne a donc fait plus que compenser la régression d'autres régions. Les crédits de rationalisation ont-ils provoqué ou tout simplement accompagné le mouvement ? Une étude statistique montre que leur rôle incitatif est réel, mais leur ventilation géographique est liée à des variables structurelles (groupements) qui ont sûrement eu une influence directe sur la croissance du cheptel porcin.

Alors, si ce n'est pas la politique agricole, la raison vient-elle de la compétitivité bretonne ? Sans doute le coût du logement est plus faible en Bretagne en raison du climat (20 à 30 % selon certaines estimations). Mais cela ne saurait expliquer l'évolution à laquelle on assiste. Il est plus réaliste de considérer que la compétitivité de la Bretagne en matière de porc n'est que la traduction de ses faibles potentialités naturelles : la compétitivité signifie que le facteur travail doit accepter ici une rémunération moindre en raison de la

12. Le gouvernement américain subventionnait, jusqu'en 1972, les agriculteurs pour laisser au repos 25.000.000 ha, en raison du niveau élevé des stocks mondiaux et des prix faibles du marché mondial. Il faut noter que cette surface est considérable puisqu'elle représente à peu près l'équivalent de la SAU française (30 Mha) [10]. D'après CHABERT et Al. [9], le stock de terres à blé en 1972-1973 serait de 8 millions d'ha.

13. En 1970, la Bretagne produit 30 % de la production française en valeur de porc, 20 % de la volaille, 10 % du bœuf et 15 % du lait.

14. Les annexes peuvent être consultées dans la note plus longue disponible à Rennes (cf. note 1, page 16).

faiblesse des autres emplois. L'intensification est le seul moyen de sortir de cette situation et l'endettement en est le prix.

D'autres circonstances ont sans doute joué un rôle important dans cette croissance [19b].

1. Un facteur historique : la crise du poulet de 1964-1965 a conduit les éleveurs à développer d'autres productions hors-sol. Les industries d'aliments du bétail dans leur recherche de débouchés nouveaux ont accentué cette reconversion en poussant le développement des systèmes intensifs.

2. Des facteurs sociologiques : l'organisation collective a toujours été plus développée en Bretagne que dans le reste de la France (le 1<sup>er</sup> groupement de producteurs de porc a d'ailleurs été le GCPPL de Lamballe). En 1971, les groupements détiennent 42 % du cheptel en Bretagne contre 26 % en France. La Bretagne était déjà prête pour la politique dite de rationalisation dont les groupements sont la pièce maîtresse (15).

3. Les traditions d'élevage du porc et surtout du porcelet qui est exigeant en main-d'œuvre ont incontestablement favorisé l'essor de la production.

Quelle est actuellement la physionomie de la production porcine en Bretagne ?

1. Une production organisée : en 1973, les groupements bretons détiennent 57 % des truies et 60 % des charcutiers (en France ils ne concernent encore que 42 % des porcelets et 45 % des porcs charcutiers vendus).

2. Une production concentrée à la fois du point de vue économique et géographique.

• Economique : 10 % des plus gros producteurs détiennent 80 % des porcs en Bretagne. Cette concentration a été plus rapide qu'en France, car en 1966, la concentration était moins marquée en Bretagne.

• Géographique : l'élevage est localisé dans 4 principales zones : une tache de Matignon à Pontivy, dans le Trégor, le Léon, Châteaulin, Cornouaille.

3. Une production de plus en plus équilibrée du point de vue naissance et engraissement. Après 1966, un excédent régional de porcelets s'est développé pour atteindre un maximum en 1970-1971. Actuellement presque tous les porcelets produits sont engraisés en Bretagne (5 % d'exportations en 1973 contre 20 % en 1971) (figure 2).

4. Mais une production plus liée aux industries d'aliments du bétail qu'au secteur de transformation ou d'abattage. De plus, une part insuffisante de la production est abattue et transformée dans la région (abattage 65 % en 1970, transformation 30 %) [9b, 12b, 23].

Alors dans cette situation, quel avenir ? Et d'abord, l'avenir à quel point de vue ? Quand on pense avenir d'une production on a l'habitude de considérer la croissance, la quantité ; il me semble tout aussi important de considérer la forme, la qualité. C'est-à-dire répondre autant à la question : « comment ? » qu'à la question « combien ? ». C'est pourquoi je vais considérer

après le problème de la localisation, les questions de rentabilité, de sécurité des revenus, et de dépendance des producteurs vis-à-vis des partenaires, enfin, les questions de disparités liées à la concentration de la production.

## Localisation

La production de porc peut-elle échapper à la région ? Il me semble que non, tout au moins pas dans l'immédiat.

a) Les mêmes facteurs favorables des 10 dernières années vont continuer à agir (organisation, structures de production, gamme réduite des spéculations possibles en Bretagne).

b) Il reste trop d'incertitude, technique d'abord, mais surtout économique pour que la grande agriculture se lance dans le porc. De plus, l'industrialisation n'est pas encore assez poussée (sauf peut-être en engraissement et encore !) pour que le porc échappe aux exploitations familiales : il me semble de toutes façons que la politique agricole ne pourrait se permettre de tolérer cette mutation étant donné l'importance actuelle de la population agricole.

c) L'engraissement pourrait, en principe, se déplacer vers les régions céréalières étant donné l'état actuel des techniques : mais il me semble que dans les régions de grande culture, la production de céréales restera plus attrayante : elles sont rentables et sûres (la seule organisation de marché qui soit efficace) ; elles n'ont pas les servitudes de l'élevage. De plus, les avantages de la production intensive de viande tendront à se répercuter aux céréales par le jeu de la demande dérivée.

d) Enfin, la production de porcelets reste un avantage déterminant et elle est fortement liée à la main-d'œuvre : on ne produit pas le porcelet comme le poussin d'un jour.

Il existe cependant des freins à la poursuite de concentration géographique de la production : les problèmes sanitaires (fièvre aphteuse, pestes) et la pollution. La pollution va devenir un problème de plus en plus aigu dans les zones où la densité de porcs est élevée : non seulement les nuisances dues aux odeurs dans les zones touristiques ou urbanisées, mais aussi la pollution des eaux : elle est moins sensible mais sûrement plus grave. Il faut s'attendre à une application de plus en plus stricte des réglementations, et c'est l'éleveur qui en subira les coûts, sa position de concurrence ne lui permettra pas de répercuter ces charges nouvelles dans le prix qui lui est imposé par le marché. Enfin, il n'a pas comme les grandes entreprises (chimique, abattoirs) la possibilité du chantage à l'emploi.

---

15. On ne connaît pas, au moyen des enquêtes porcs, la part du cheptel en groupement en 1969, ce qui rendrait la comparaison ci-dessus plus rigoureuse. Très probablement la position relative serait la même en 1969 qu'en 1971.

## Rentabilité

1973 est une année exceptionnelle. Elle ne se reproduira pas très souvent (16). En effet, la production porcine restera soumise à une concurrence très forte entre les producteurs. L'entrée dans la branche reste assez facile, surtout avec l'aide des groupements ou des industriels. C'est une activité à faible valeur ajoutée (20 à 30 %). C'est une production mobile (au moins potentiellement), car elle est peu liée au facteur terre ou aux conditions naturelles. Enfin, le cheptel peut varier rapidement (17). Toutes ces conditions font que dans un marché assez fermé, comme la CEE, la production s'adaptera rapidement à la demande et donc dans le long terme les prix resteront proches des coûts de production.

D'autre part, le prix des céréales secondaires tendra à suivre le prix du porc (et volaille), car la demande de céréales sera fonction de la croissance des productions hors-sol ; c'est peut-être là d'ailleurs la raison principale du maintien de la production de porc en Bretagne : si le porc devient plus rentable, la demande et donc le prix des céréales s'élèvera ; ce sont encore les céréaliers qui bénéficieront en fin de compte, de par leur structure, de la situation favorable du marché du porc. Toute rente qui prendrait naissance dans une pénurie de viande à base de céréales aura tendance à être transmise aux fournisseurs de la matière première principale : les céréaliers. C'est là, sans doute, une raison essentielle du faible développement de l'élevage intensif dans les régions céréalières. Sans doute une rente de technicité peut-elle apparaître temporairement, particulièrement sur tous les paramètres qui agissent sur l'efficacité alimentaire, poste essentiel du coût. Mais à long terme, la concurrence entre producteurs, l'élimination des élevages marginaux auront tendance à réduire la rente de technicité à cause de la liberté d'entrée dans la branche. En fin de compte, la seule rente à subsister serait la rente liée au sol et aux structures de production : et cette rente ne resterait donc pas aux mains des éleveurs.

## Croissance des élevages et concentration

Les nouvelles techniques d'élevage (alimentation, élimination du lisier) ont permis la croissance des ateliers. La productivité du travail a fait un bond considérable. La faible marge par porc est de plus en plus compensée par le volume de production. Pourtant, il est maintenant admis que les économies d'échelle s'annulent dès que la taille de quelques centaines de porcs est atteinte. De plus [14], il semble que les résultats techniques des grands élevages (> 450 porcs) soient en moyenne plutôt moins bons que les élevages de taille modérée (100 — 450 porcs). Mais les conditions plus avantageuses de prix des fournitures leur conserveraient un léger avantage sur le coût alimentaire. Le processus de croissance et de concentration serait donc dû davantage à la position commerciale des plus grands

élevages et à la politique des firmes qu'aux économies d'échelles au sens strict.

Dans ces conditions, le processus de concentration risque de se poursuivre, sans que l'on atteigne sans doute des dimensions comparables à l'aviculture industrielle. La contradiction apparente entre la faible rentabilité mentionnée ci-dessus et la croissance des élevages est probablement résolue par le fait que ce sont ceux qui ont la rente technique qui croissent, bien que les plus grands n'aient pas nécessairement de rente (la variabilité des résultats y serait d'ailleurs plus forte). Mais la croissance est encore facilitée par la position financière initiale de l'éleveur : celui qui a l'actif financier suffisant peut investir et faire face aux difficultés de trésorerie liées à l'instabilité des cours. Seuls les riches peuvent s'accommoder de revenus fluctuants pourvu qu'en moyenne ils restent positifs (18). Le déterminisme apparent de la position initiale [17] suggère que les inégalités en agriculture s'aggravent. La concentration de la production porcine participe à ce processus cumulatif des inégalités.

## Stabilité des revenus et relations de dépendance

L'évolution des structures de production ne s'est pas traduite par une baisse de l'élasticité d'offre. On ne peut donc s'attendre à une stabilisation spontanée du cycle. De plus, la crainte d'excédents européens conduit à rejeter la mise en place d'une intervention permanente, stabilisant les prix à un niveau élevé. Enfin, l'hétérogénéité de la branche et la concentration sont un obstacle politique à une action sur les prix : en France, 10 % des éleveurs recevraient 80 % des fonds de soutien (19).

Par contre, on peut s'attendre à des mesures partielles de stabilisation, surtout en France d'ailleurs tant sous la pression des éleveurs qu'en raison de notre déficit commercial important (d'autant que la France exporte 50 % de ses céréales). La production de porc ne présente pas non plus les caractéristiques d'une « production sociale » comme le lait qui a conduit à la mise en place d'une politique de soutien et de régulation des prix ; politique en fait administrée par les firmes laitières, ce qui leur a donné une emprise sur les producteurs.

Cependant, même dans le cas du porc, les modalités des politiques de stabilisation ne sont pas neutres quant

16. Le cycle du bœuf étant de 8-9 ans, on pourrait parier pour une telle éventualité en 1982, dans une phase basse du cycle des quantités de porc, mais la conjoncture économique générale peut être différente de celle de 1973.

17. Si 80 % des femelles étaient mises en reproduction, le cheptel pourrait tripler chaque année !

18. Les résultats du RICA suggèrent d'ailleurs [1, 5, 16] que les producteurs de porcs bénéficient de revenus plus élevés que la moyenne des exploitations d'élevage, même en période défavorable de prix.

19. On peut remarquer que la concentration chez les productions de céréales (10 % produisent 60 %) n'empêche cependant pas une organisation nationale du marché.

TABLEAU I

Variations annuelles des prix de détail (en %) aliments et ensemble (1)  
(Base 100 année précédente, source I.N.S.E.E.)

Année	Aliments	Ensemble	Remarques
1950	+ 10.6	+ 11.2	
1951	+ 15.7	+ 17.0	Indice
1952	+ 9.9	+ 11.7	des
1953	- 2.35	- 1.2	213
1954	- 1.75	- 0.3	articles
1955	+ 0.7	+ 1.1	
1956	+ 1.7	+ 1.9	
1957	+ 3	+ 3.8	
1958	+ 14.8	+ 15.1	Indice
1959	+ 4.0	+ 6.1	des
1960	+ 2.5	+ 3.6	250
1961	+ 4.5	+ 3.2	articles
1962	+ 7.2	+ 4.8	
1963	+ 5.1	+ 4.8	
1964	+ 3.6	+ 3.4	Indice
1965	+ 2.3	+ 2.5	des
1966	+ 2.8	+ 2.7	259
1967	+ 1.7	+ 2.7	articles
1968	+ 3.1	+ 4.5	
1969	+ 6.3	+ 6.4	
1970	+ 5.9	+ 5.2	
1971	+ 6.4	+ 5.5	
1972	+ 7.9	+ 6.2	
1973	+ 9.4	+ 7.3	

(1) Tableau présenté jusqu'en 1965 dans H. MOREAU op. cité p. 89

TABLEAU II

Augmentation récente de certains prix alimentaires  
Evolution juin-juillet 1970 - décembre 1973 des indices de prix composant l'indice des prix à la consommation (295 postes)

	Hausse relative par rapport à 1970 %	Ecart par rapport à l'indice alimentaire (+31.2%)
Indice d'ensemble	+ 25.3	- 5.9
Indice alimentation	+ 31.2	-
Produits à base de céréales	+ 28.5	- 2.7
Pain	+ 27.6	- 3.6
Pâtisserie fraîche	+ 35.6	+ 4.4
Biscottes	+ 13.7	- 17.5
Biscuits et gâteaux	+ 10.6	- 29.6
Viandes et poissons	+ 34.7	+ 3.5
Viandes de boucherie	+ 36.0	+ 4.8
dont boeuf	+ 35.6	+ 4.4
veau	+ 34.9	+ 3.7
porc	+ 32.1	+ 0.9
Poulets	+ 32.7	+ 1.5
Lait frais	+ 30.5	- 0.7
Fromages	+ 35.2	+ 4.0
Légumes	+ 33.5	+ 2.3
Fruits frais	+ 34.0	+ 2.8
Sucre	+ 19.5	- 11.7
Vins	+ 38.7	+ 7.5

TABLEAU III

Part de l'accroissement des prix de détail à la consommation imputable aux prix agricoles 1962-1970 : indice des 259 articles

Produit	Part de l'accroissement de l'indice (% <sub>00</sub> )	Pondération % <sub>00</sub>	"Indice de responsabilité" (1)
Blé à la production destiné à la fabrication de pain	17	40	0,4
Marges sur le pain	236	170	1,4
Pain au détail	253	210	1,2
Viande à la production (2)	840	640	1,3
Marges sur la viande (2)	280	350	0,8
Viande au détail (2)	1 120	990	1,1
Lait à la production destiné à la consommation	55	70	0,8
Marges sur le lait de consommation	79	70	1,1
Lait de consommation au détail	134	140	0,9
Lait à la production destiné aux fromages	63	60	1,0
Marges sur les fromages	193	130	1,5
Fromages au détail	256	190	1,3
Lait à la production destiné au beurre	168	160	1,0
Marges sur le beurre	- 56	30	
Beurre au détail	112	190	0,6
Betteraves à sucre	15	20	0,8
Marges sur le sucre	25	40	0,6
Sucre au détail	40	60	0,7
Vin à la production	240	220	1,1
Marges sur le vin	130	270	0,5
Vin au détail	370	490	0,8
Ensemble des produits agricoles destinés à l'alimentation	1 880	2 250	0,8
Marges sur produits alimentaires	2 360	2 250	1,0
Ensemble des produits alimentaires au détail	4 240	4 500	0,9

(1) Rapport de la part de l'accroissement de l'indice sur la pondération.

(2) Boeuf, veau, mouton, cheval, porc, volailles et lapin.

TABLEAU IV

Part de l'accroissement des prix de détail à la consommation imputable aux prix agricoles Janvier 1970-Août 1972 (indice des 295 postes)

Produit	Part de l'accroissement de l'indice (% <sub>00</sub> )	Pondération % <sub>00</sub>	"Indice de responsabilité" (1)
Blé à la production destiné à la fabrication du pain	27	33	0,8
Marges sur le pain	234	131	1,8
Pain au détail	261	164	1,6
Bétail sur pied (2)	698	279	2,5
Marges sur la viande (2)	122	150	0,8
Viande au détail (2)	820	429	1,9
Volailles à la production	35	45	0,8
Distribution des volailles	21	27	0,8
Volailles au détail	56	72	0,8
Lait à la production destiné à la consommation	96	47	2,0
Marges sur le lait de consommation	79	47	1,7
Lait de consommation au détail	175	94	1,9
Lait à la production destiné aux fromages	107	51	2,1
Marges sur fromages	215	119	1,8
Fromages au détail	322	170	1,9
Lait à la production destiné au beurre	219	107	2,0
Marges sur le beurre	- 18	19	
Beurre au détail	201	126	1,6
Betteraves à sucre	6	13	0,5
Marges sur le sucre	32	19	1,7
Sucre au détail	38	32	1,2
Vin à la production	52	100	0,5
Marges sur le vin	136	122	1,1
Vin au détail	188	222	0,8
Ensemble des produits agricoles destinés à l'alimentation	2 173	1 572	1,4
Marges sur produits alimentaires	1 542	1 573	1,0
Ensemble des produits alimentaires au détail	3 715	3 145	1,2

(1) Rapport de la part de l'accroissement de l'indice sur la pondération.

(2) Boeuf, veau, mouton, cheval.

TABLEAU V

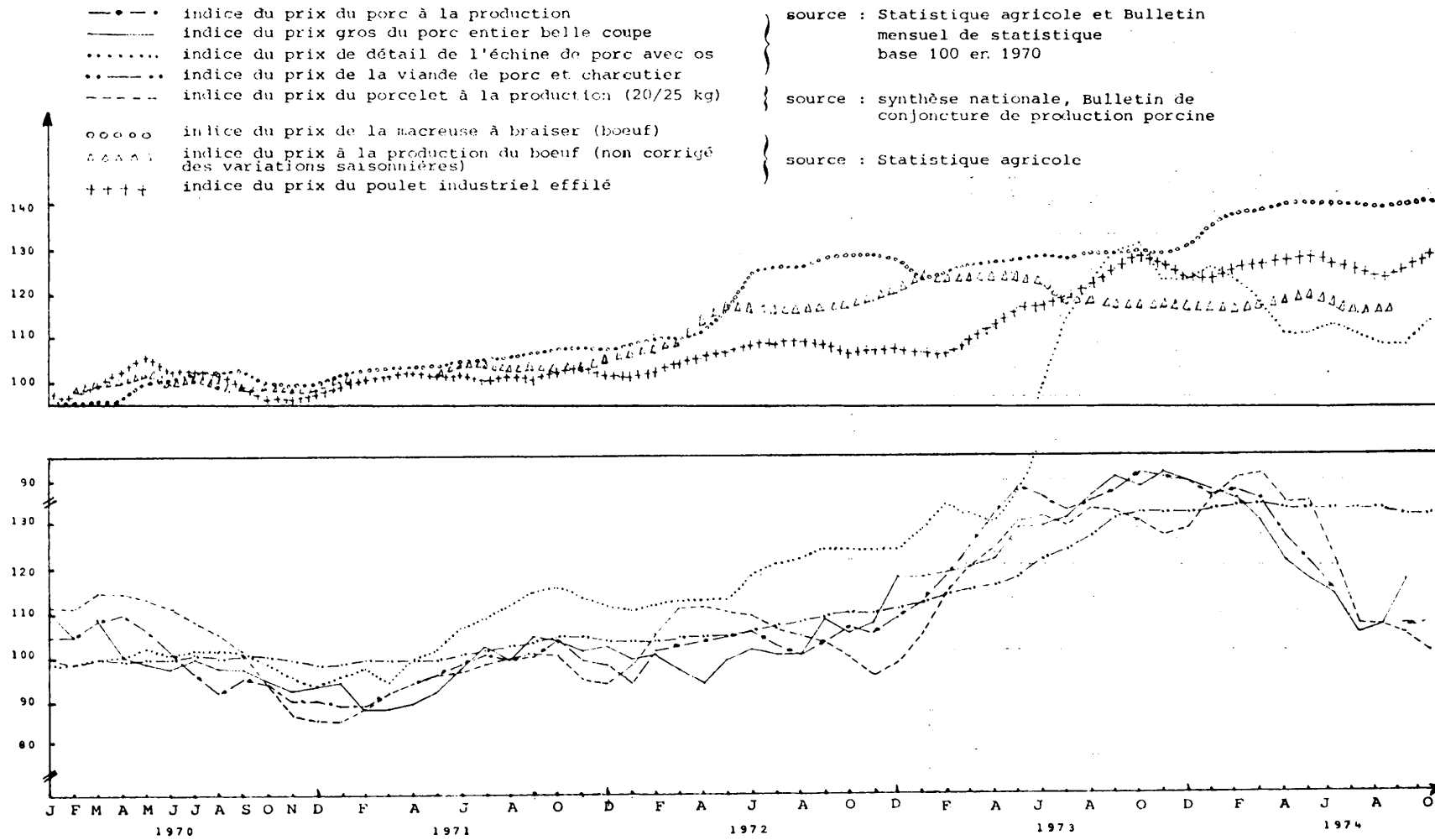
Part de l'accroissement des prix de détail à la  
consommation imputable aux prix agricoles  
Janvier 1970-Décembre 1973 (indice des 295 postes)

Produit	Part de l'accroissement de l'indice (‰)	Pondération ‰	"Indice de responsabilité (1)
Blé à la production destiné à la fabrication du pain	21	32	0,7
Marges sur le pain	156	127	1,2
Pain au détail	177	159	1,1
Bétail sur pied (2)	441	283	1,6
Marges sur la viande (2)	190	153	1,2
Viande au détail	631	436	1,4
Volailles à la production	40	44	0,9
Distribution des volailles	52	26	2,0
Volailles au détail	92	70	1,3
Lait à la production destiné à la consommation en frais	58	47	1,2
Marges sur le lait de consommation	61	47	1,3
Lait de consommation au détail	119	94	1,3
Lait à la production destiné aux fromages	67	54	1,2
Marges sur les fromages	194	125	1,6
Fromages au détail	261	179	1,5
Lait à la production destiné au beurre	128	104	1,2
Marges sur le beurre	- 23	18	
Beurre au détail	105	122	0,9
Betteraves à sucre	11	13	0,8
Marges sur le sucre	13	18	0,7
Sucre au détail	24	31	0,8
Vin à la production	77	96	0,8
Marges sur le vin	217	117	1,9
Vin au détail	294	213	1,4
Ensemble des produits agricoles destinés à l'alimentation	1 789	1 563	1,1
Marges sur produits alimentaires	2 120	1 564	1,3
Ensemble des produits alimentaires au détail	3 909	3 127	1,2

(1) Rapport de la part de l'accroissement de l'indice sur la pondération.

(2) Boeuf, veau, mouton, cheval.

FIGURE 1 - INDICES DES PRIX DU PORC, DU BOEUF, DU POULET



**Tableau 1 - Evolution des effectifs porcins dans la Communauté  
en décembre 1974**

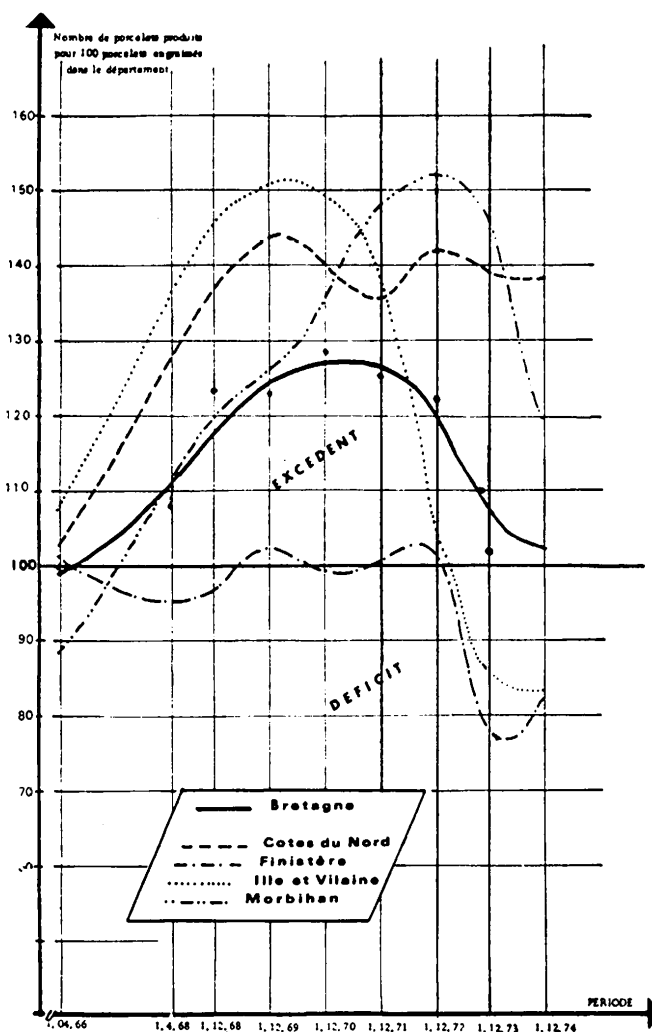
Source : O.S.C.E.

Unité : millier de têtes

Catégorie  Pays	Total porcs			Ensemble truies			dont : Truies saillies		
	1974	1973	1974/73	1974	1973	1974/73	1974	1973	1974/73
	1 000		%	1 000		%	1 000		%
R.F.A.	20236	19993	+ 1,2	2160	2139	+ 1,0	1385	1381	+ 0,3
FRANCE	12040	11461	+ 5,1	1404	1297	+ 8,3	867	802	+ 8,1
ITALIE	8814	8201	+ 7,5	841	834	+ 0,9	539	509	+ 5,9
PAYS-BAS	7153	6889	+ 3,8	878	864	+ 1,6	520	494	+ 5,3
BELGIQUE	4707	4720	- 0,2	596	613	- 2,8	388	402	- 3,2
LUXEMBOURG	95	101	- 6,0	14	15	- 6,7	9	10	=
ROYAUME-UNI	7928	9215	-14,0	898	1113	-19,3	591	710	-16,8
IRLANDE	796	1035	-23,1	95	127	-25,2	57	75	-24,0
DANEMARK	8058	8364	- 3,7	995	1003	- 0,8	546	559	- 2,3
EUROPE des 9	69827	69979	- 0,2	7881	8005	- 1,6	4902	4942	- 0,8

Note de conjoncture production porcine, n° 74, mars 1975 (Ministère de l'Agriculture).

Figure 2 - Niveau de l'autosuffisance en porcelets



Source : S.C.E.E.S. Bretagne, Le cheptel porcine en Bretagne au 1er décembre 1974, n° 44, jan. 1975

aux conséquences sur le partage des revenus des groupes concernés.

Si le moyen est un stockage public, le jeu du marché conduit à un soutien des prix. Mais ceux qui détiennent le pouvoir de marché tireront le plus grand parti de la situation, est-ce le cas des producteurs ?

Si la méthode de stabilisation est une aide au stockage privé, il y a peu de chances que les avantages arrivent jusqu'aux vendeurs de porcs. Car comme pour les matières premières, ce sont les détenteurs des stocks qui agissent sur les prix à court terme et qui dominent les cours.

Les caisses de péréquation sont certainement un moyen plus clair de soutien quant au producteur. Mais si les avances se transforment en subventions, l'injustice va être choquante à cause de la concentration de la production.

D'autre part, la quasi-intégration semble plus développée avec l'industrie des aliments du bétail qu'avec l'aval. Même en aviculture, on assisterait [12b] à une stagnation ou, même un retrait des contrats tripartites : éleveurs-aliments-abattoirs. Pour le porc, le développement de nouveaux modes de commercialisation (cadran) freinera les contrats avec l'aval et aucun mouvement important d'intégration de l'abattage et de la transformation par les producteurs ne se dessine : la concurrence y reste vive et les marges sont souvent faibles (abattage).

## CONCLUSION

Dans cette analyse des perspectives de production porcine en Bretagne et dans la CEE, j'ai certainement

posé plus de questions que je n'ai apporté de réponses. Mais je doute que l'on puisse actuellement être beaucoup plus affirmatif.

Les principales idées qui ont été développées sont, me semble-t-il, les suivantes :

1. Le cycle du porc persistera même si sa régularité et son allure habituelle sont perturbées.

2. Le marché mondial des céréales et des protéines devrait revenir à une situation plus normale. Mais en l'absence de stocks publics internationaux régulateurs, il continuera à être instable et fluctuant. La réglementation de la CEE réduit cependant l'impact de ces fluctuations à l'intérieur de la communauté (surtout pour les céréales où l'auto-provisionnement est de 80 % dans la CEE à 6 et à 9).

3. Si l'élévation récente des prix de l'aliment se maintient, la production pourrait être ralentie au point que les excédents attendus soient moins marqués, voire inexistantes.

4. Enfin pour ce qui est de la Bretagne, la production ne se déplacera pas à moyen terme vers d'autres régions. Mais des années telles que 1973 ont peu de chances de se reproduire. La croissance des ateliers porcs et la concentration vont se poursuivre, mais la production restera de type concurrentiel : les producteurs ne contrôleront pas davantage le marché ou les cours que dans le passé.

Enfin, la concentration de la production porcine va accroître les inégalités à l'intérieur du secteur agricole et des notions telles que le revenu moyen par tête vont perdre toute signification, si elles en ont jamais eu.

## BIBLIOGRAPHIE

1. AUBERT D. — Les exploitations avec porcs, leurs revenus et leurs caractéristiques, INRA Station d'Economie Rurale de Rennes, mars 1975.
- 1 b BAZIN G. et al. — Les grandes unités de production porcine dans le Finistère, INRA Economie et Sociologie Rurales Paris, décembre 1974.
2. BERLAN J.P. et BERTRAND J.P. — Le soja : une nouvelle arme pour le partage alimentaire du monde, Economie et Sociologie Rurales Paris, mars 1974.
3. BIMA, n° 645, 13 juillet 1974.
4. BONNAYS et PROST. — Les variations de prix de six produits agricoles pendant 10 ans, Economie et Statistique, 47, juillet-août 1973.
5. Bureau Agricole Commun, Cahiers, 1974/4.
6. CEE, dossiers de la politique agricole commune. La viande porcine, n° 29, septembre-octobre 1974.
7. CEE, dossiers de la politique agricole commune. Les montants compensatoires, n° 25-26, avril-mai 1974.
8. CEE, Projection de la production et de la consommation de produits agricoles « 1977 ». Résultats pour la CEE, inf. internes 129, avril 1974.
9. CHABERT J.P., MARLOIE M., SPITZ P., WALLUIS B. — Les céréales, pénurie naturelle ou pénurie sociale? GE-REI INRA Economie et Sociologie Rurales Paris, novembre 1973.
- 9 b. Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne. La Transformation porcine en Bretagne, mars 1972.
10. ENTREPRISE AGRICOLE. — L'évolution des marchés internationaux et l'avenir des productions agricoles françaises, Ent. Agric. 51, janvier 1974.
11. FAO, rapport et perspectives sur les produits 1973-1974.
12. FAO, les produits assimilés à la viande et leurs incidences éventuelles sur la demande de viande, Rome, 4-8 juin 1973.
- 12 b. FEJAN F. — L'industrie des aliments du bétail en Bretagne, INRA et Université de Haute-Bretagne, août 1974.
13. FNP, les producteurs de porcs face à la crise, Ass. Générale des 19 et 20 février 1975.
14. FNP, étude prix de revient 1973 — Résultats et méthodologie d'enquête, Paris FNP, décembre 1974.
15. GREINIER, VALROFF. — Résultats économiques des exploitations agricoles selon leur orientation économique (année 1970), Cahiers de Statistique agricoles, SCEES, n° 18, septembre-octobre 1974.
16. INSEE-SCEES, 1970, Réseau d'information comptable.
17. LEON Y. — Essai sur le comportement d'épargnant des agriculteurs, INRA Station d'Economie Rurale de Rennes, 1975.
18. MAHE L.P. — L'offre de porc en France de 1954 à 1972, INRA Station d'Economie Rurale de Rennes, 1974.
19. MALHOMME C. — Les prix agricoles dans l'inflation, Economie et Statistique, 40, décembre 1972.
- 19 b. MAINSANT et VIGNE. — La production porcine en Bretagne, Bulletin ITP, spécial n° 4, juillet-août 1972.
20. OCDE, perspectives économiques 73, janvier-février 1975.
21. SCEES, Ministère de l'Agriculture, notes de conjoncture production porcine.
22. SEDES et US Feed Grain Council, Production et commercialisation de la viande en France, Le Porc, juin 1971.
23. SEBILLE A. — L'industrie de l'abattage en Bretagne, INRA et Université de Haute-Bretagne, Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne, décembre 1974.